



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
29 avril 2014
Français
Original: anglais/français

Réunion des États parties

Trente-quatrième réunion

New York, 24 juin 2014

Points 5 et 6 de l'ordre du jour provisoire

Élection ordinaire et élection partielle, conformément aux articles 28 à 34 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, de neuf membres du Comité des droits de l'homme en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2014, et d'un membre en remplacement d'un membre dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2016

Élection de neuf membres du Comité des droits de l'homme en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2014 et élection partielle pour pourvoir le poste vacant découlant de la démission de Kheshoe Parsad Matadeen (Maurice) dont le mandat devait expirer le 31 décembre 2016

Note du Secrétaire général

1. En application des articles 28 à 34 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la trente-quatrième Réunion des États parties au Pacte sera convoquée par le Secrétaire général au Siège de l'Organisation des Nations Unies le mardi 24 juin 2014, aux fins de:

a) Élire neuf membres du Comité des droits de l'homme (voir annexes I à IX) en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2014; et

b) Élire un membre en procédant à une élection partielle pour pourvoir le poste vacant découlant de la démission de Kheshoe Parsad Matadeen (voir annexe X).

2. Par une lettre datée du 9 janvier 2014, Kheshoe Parsad Matadeen (Maurice), qui avait été élu à la trente-deuxième Réunion des États parties au Pacte tenue le 6 septembre 2012, pour un mandat qui devait expirer le 31 décembre 2016, a notifié sa démission, laquelle a pris effet le 9 janvier 2014. Par une lettre datée du 13 janvier 2014, le Président du Comité des droits de l'homme a informé le Secrétaire général en conséquence.

3. On trouvera dans les annexes le curriculum vitae des personnes dont les candidatures étaient parvenues au secrétariat le 21 mars 2014 en fin de journée. Les candidatures reçues après cette date seront présentées dans des additifs au présent document.

GE.14-42824 (F) 210514 270514



* 1 4 4 2 8 2 4 *

Merci de recycler



I. Liste des membres dont le mandat vient à expiration le 31 décembre 2014

4. Le mandat des membres du Comité dont le nom figure ci-dessous vient à expiration le 31 décembre 2014. Le nom des membres qui remplissent les conditions requises pour être réélus en vertu du Règlement intérieur du Comité est suivi d'un astérisque (*).

<i>Nom du membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M. Yadh Ben Achour *	Tunisie
M ^{me} Christine Chanet	France
M. Cornelis Flinterman *	Pays-Bas
M. Yuji Iwasawa *	Japon
M. Walter Kaelin	Suisse
M ^{me} Zonke Zanele Majodina	Afrique du Sud
M. Andrei Paul Zlătescu	Roumanie
M. Gerald L. Neuman	États-Unis d'Amérique
M ^{me} Margo Waterval *	Suriname

II. Liste des candidats présentés par les États parties pour l'élection ordinaire

5. Conformément à l'article 30, paragraphe 2, du Pacte, par une note verbale datée du 21 janvier 2014, le Secrétaire général a invité les États parties à désigner, conformément à l'article 29 du Pacte, leurs candidats à l'élection ordinaire de neuf membres du Comité et à l'élection partielle d'un membre, dans un délai de deux mois, c'est-à-dire avant le 21 mars 2014.

6. Conformément à l'article 30, paragraphe 3, du Pacte, on trouvera ci-dessous les noms des candidats, par ordre alphabétique, et des États parties qui les ont désignés. Les notices biographiques (curriculum vitae) des candidats, telles que fournies par les États parties concernés, figurent dans les annexes I à IX au présent document.

<i>Nom du candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M. Yadh Ben Achour	Tunisie
M ^{me} Sarah H. Cleveland	États-Unis d'Amérique
M. Olivier De Frouville	France
M. Cornelis Flinterman	Pays-Bas
M. Yuji Iwasawa	Japon
M ^{me} Ivana Jelic	Monténégro
M. Duncan Muhumuza Laki	Ouganda

<i>Nom du candidat</i>	<i>Désigné par</i>
M ^{me} Photini Pazartzis	Grèce
M ^{me} Margo Waterval	Suriname

III. Liste des candidats présentés par les États parties pour l'élection partielle

7. Conformément à l'article 34, paragraphe 1, du Pacte, par une note verbale datée du 21 janvier 2014, le Secrétaire général a invité les États parties à désigner, conformément à l'article 29 du Pacte, leurs candidats à l'élection partielle d'un membre, dans un délai de deux mois, c'est-à-dire avant le 21 mars 2014.

8. Conformément à l'article 34, paragraphe 2, du Pacte, on trouvera ci-dessous les noms du candidat et de l'État partie qui l'a désigné. La notice biographique (curriculum vitae) du candidat, telle que fournie par l'État partie concerné, figure dans l'annexe X au présent document.

<i>Nom du membre</i>	<i>Pays de nationalité</i>
M. Dheerujlall Baramlall Seetulsingh	Maurice

Annexes*

Annexe I

Yadh Ben Achour (Tunisie)

Date et lieu de naissance: 1^{er} Juin 1945 à La Marsa (Tunisie)

Langues de travail: français et arabe

Situation/fonction actuelle

Professeur à la Faculté des sciences juridiques de Tunis

Principales activités professionnelles

Cours de droit constitutionnel, de droit administratif et de relations internationales. Recherches dans les mêmes spécialités attestées par 12 ouvrages et plus de 86 articles de recherche. Membre de plusieurs jurys de recrutement de professeurs et d'assistants et directeur de plusieurs thèses de doctorats. Nombreuses missions et activités académiques en tant que participant, conférencier à de nombreux séminaires et colloques. Ancien doyen de la faculté des sciences juridiques, politiques et sociales de Tunis.

Études

Doctorat d'État en droit de la Faculté de droit de Paris suivi de l'agrégation et du professorat en droit public. Doctorat *honoris causa* de l'Université Laurentienne du Canada. D.E.S de droit public et D.E.S de sciences politiques de la Faculté de droit de Paris.

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Ancien Président de la Haute Instance de réalisation des objectifs de la révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique en Tunisie.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

- *Contentieux administratif*, CERES production, Tunis, 1995, en langue arabe, 2^e édition: 1998, 3^e édition: 2006.
- *La Cour européenne des droits de l'homme et la liberté de religion*, Pedone, Paris, 2005.
- *Aux fondements de l'orthodoxie sunnite*, Paris, PUF, 2008. Tunis, CERES éditions, 2009.
- «L'islam et la Cour européenne des droits de l'homme», *Revue générale de droit international public*, avril – juin 2007, n° 2, p. 387 à 406.

* Les curriculum vitae complets des candidats, tels que les ont soumis les États parties concernés, sont disponibles sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme à l'adresse: www.ohchr.org/EN/HRBodies/CCPR/Pages/Elections34th.aspx.

- «Islam et droits de l'homme», dans J. Ferrand et H. Petit, (éd.), *L'odyssée des droits de l'homme*, Vol. I, *Fondation et naissance des droits de l'homme*, L'Harmattan, Coll. Librairie des Humanités, 2003, p. 113 à 129.
- «Les droits de l'homme et leurs contraires», *Revue Aspects*, numéro hors-série, 2008, p. 113 à 114.

Annexe II

Sarah H. Cleveland (États-Unis d'Amérique)

Date et lieu de naissance: 4 septembre 1965 à Washington D.C.

Langue de travail: anglais

Situation/fonction actuelle

Professeur titulaire de la chaire «Louis Henkin» de droit constitutionnel et de droits de l'homme et co-directrice de l'Institut des droits de l'homme de la Faculté de droit de l'Université Columbia (depuis 2007). Enseignement et recherche dans les domaines suivants: droit comparé des droits de l'homme et droit international des droits de l'homme, droit international humanitaire, droit de la sécurité nationale, affaires étrangères et Constitution des États-Unis d'Amérique. Co-directrice d'un projet sur l'harmonisation des normes relatives aux conflits armés; coordonnatrice d'un projet sur le renforcement de l'état de droit au Myanmar; membre du comité de rédaction de la revue *Columbia Journal of Transnational Law*.

Principales activités professionnelles

Membre de la Commission européenne pour la démocratie par le droit (Commission de Venise) (depuis 2013); membre observateur (2010-2013).

Rapporteuse et coordonnatrice adjointe pour le sujet *Restatement (Fourth) of the Foreign Relations Law of the United States*, American Law Institute, (depuis 2012).

Conseillère en droit international auprès du Conseiller juridique, Bureau du Conseiller juridique, Département d'État des États-Unis d'Amérique (2009-2011).

Postes universitaires précédents: Faculté de droit de l'Université Harvard (2006-2007); Faculté de droit de l'Université Columbia (2005-2006); Faculté de droit de l'Université du Michigan (2004); Faculté de droit de l'Université du Texas (1997-2007); Université d'Oxford (juillet 2006, juillet 2007).

Assistante du juge Harry A. Blackmun, Cour suprême des États-Unis d'Amérique (1993-1994).

Études

Licence (*Honors A.B. (Independant)*) en droit et santé mentale, mention *Magna Cum Laude* et *Phi Beta Kappa*, Université Brown (1987).

Diplôme d'études approfondies (*Master of Studies*) en histoire de l'Empire britannique et du Commonwealth; Rhodes Scholar, Lincoln College, Université d'Oxford (1989).

Doctorat en droit (*Juris Doctor*), Faculté de droit de l'Université Yale (1992).

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Avocat-conseil aux affaires internationales (à titre d'expert), Département d'État des États-Unis d'Amérique (2011-2013).

Institut des droits de l'homme de l'Association internationale du barreau, membre du Conseil (depuis 2013).

American Society of International Law (depuis 1998).

Groupe consultatif externe sur les questions juridiques relatives à l'application des droits de l'homme par la Commission d'enquête indépendante de Bahreïn (BICI), Royaume de Bahreïn (2012).

Membre de la délégation des États-Unis d'Amérique dans le cadre du colloque de juristes États-Unis d'Amérique-Chine (*United States-China Legal Experts Dialogue*) (2012, 2013).

Séminaires de formation en droit international des droits de l'homme à l'Aspen Institute (2007-2009, 2012).

Journal of International Economic Law, comité de rédaction (depuis 2004).

Co-fondatrice et coordinatrice du Groupe de travail sur la détention sans jugement (2008-2009).

Experte auprès du Groupe de travail de l'American Bar Association chargé du projet *Afghanistan Transitional Labor Law* (élaboration d'une loi sur le travail pour le gouvernement de transition en Afghanistan) (2003).

Directrice du Centre pour les droits des migrants transnationaux (2004-2007) et co-fondatrice du Centre Rapoport pour les droits de l'homme et la justice, Faculté de droit de l'Université du Texas (2004).

Projet *Migrant Farmworker Justice*, Services juridiques de Floride, boursière de la Fondation Skadden (1994-1996).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Human Rights (avec Louis Henkin, et al.) (2^e éd. 2009) et *Supplement* (2013); «The Kiobel Presumption and Extraterritoriality», *Columbia Journal of Transnational Law*, vol. 52, n^o 8 (2013); «Embedded International Law and the Constitution Abroad», *Columbia Law Review*, vol. 110, n^o 101 (2010); «Our International Constitution», *Yale Journal of International Law*, vol. 31, n^o 1 (hiver 2006); «Why International Labor Standards?», dans *International Labor Standards: Globalization, Trade and Public Policy* (2003); «Human Rights Sanctions and International Trade: A Theory of Compatibility», *Journal of International Economic Law*, vol. 5, n^o 133 (2002); «Powers Inherent in Sovereignty: Indians, Aliens, Territories, and the Nineteenth-Century Origins of Plenary Power over Foreign Relations», *Texas Law Review*, vol. 81, n^o 1 (2002); «Norm Internalization and U.S. Economic Sanctions», *Yale Journal of International Law*, vol. 26, n^o 1 (2001).

Annexe III

Olivier de Frouville (France)

Date et lieu de naissance: 28 février 1972 à Boulogne-Billancourt, France

Langues de travail: français, anglais

Situation/fonction actuelle

Professeur de droit international à l'Université de Panthéon-Assas (Paris 2). Directeur adjoint du Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire de l'Université Panthéon-Assas. Membre de l'Institut universitaire de France (IUF). Membre et ancien Président-Rapporteur du Groupe de travail de l'ONU sur les disparitions forcées ou involontaires. Membre de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) (France).

Principales activités professionnelles

2006–2012, professeur à l'Université de Montpellier, membre de l'Institut de droit européen des droits de l'homme (IDEDH): droit international des droits de l'homme, droit international, relations internationales, droit constitutionnel, droit international pénal; 2002-2006, maître de conférences à l'Université Paris Ouest-La Défense (Nanterre): droit des droits de l'homme, droit international pénal et droit administratif; 1994-2002, attaché d'enseignement à l'Université de Paris Ouest-La Défense (Nanterre): droit international des droits de l'homme, droit constitutionnel, droit administratif; 2012-2013, professeur invité au Clare Hall College et au Lauterpacht Centre for International Law de l'Université de Cambridge, Royaume-Uni; 2005-2006 et 2008-2012, professeur invité à l'Académie de droit international humanitaire et de droits humains de Genève, cours de droit international pénal.

Études

2006: agrégation de droit public; 2005: habilitation à diriger les recherches; 2001: doctorat de droit public, avec les félicitations du jury à l'unanimité et proposition de publication. La thèse de doctorat a été récompensée par trois prix. 1994: master en droit des droits de l'homme.

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Chargé de cours à l'École de Guerre (2013 et 2014) en droit international des conflits armés; chargé de cours à Sciences Po-Paris sur *The Global System for the Protection of Human Rights*; chargé de cours à l'École nationale d'administration (ENA) sur «Les pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme» (2000 et 2002), «Les disparitions forcées» (2012) et «La théorie des droits de l'homme» (2013); participation au Réseau académique sur le Dialogue entre l'Union européenne et la Chine (2004); Représentant de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) au sein du Groupe de travail à composition non limité de la Commission des droits de l'homme, chargé de rédiger un projet d'instrument normatif juridiquement contraignant pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées; représentant de la FIDH. au sein du Groupe de travail de la Commission des droits de l'homme chargé de rédiger une «Déclaration pour la protection des défenseurs des droits de l'Homme» (1995-1998).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

- «Le droit de l'Homme à la vérité en droit international: à propos de quelques considérations inactuelles», dans Olivier Guerrier (dir.), *La vérité (Actes du colloque de l'I.U.F. tenu à Toulouse les 2, 3, 4 avril 2013)*, Publications de l'Université Saint-Etienne, 2013, p. 131 à 169;
- «Les instruments universels de protection des migrants: quelle effectivité?», communication lors du colloque du CERIC, Université Paul Cézanne, Aix-Marseille III, *La société internationale face aux défis migratoires*, 13-14 janvier 2011, Paris, Pedone, 2012, p. 93 à 115;
- «The influence of the European Court of Human Rights' case law on international criminal law: torture and inhuman or degrading treatments», *Journal of International Criminal Justice*, 2011, vol. 9, n° 3, p. 633 à 649;
- «Building a Universal System for the Protection of Human Rights: The Way Forward», in C. Bassiouni, W.A. Schabas, *New Challenges for the UN Human Rights Machinery*, Cambridge, Intersentia, 2011, p. 229 à 253;
- «Le Comité des droits de l'Homme. Commentaires des articles 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39 et 45», in E. Decaux (dir.), *Commentaire article par article du Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, Paris, Economica, 2010, p. 627 à 696 et p. 767 à 775.

Annexe IV

Cornelis Flinterman (Pays-Bas)

Date et lieu de naissance: 3 novembre 1944

Langues de travail: anglais, français

Situation/fonction actuelle

Professeur émérite chargé de cours sur les droits de l'homme, Université d'Utrecht, Pays-Bas.

Professeur honoraire chargé de cours sur les droits de l'homme, Université de Maastricht, Pays-Bas.

Membre du Comité des droits de l'homme.

Principales activités professionnelles

Maître de conférences (principal) en droit constitutionnel et droit administratif, Université de Leyde, Pays-Bas (1969-1970, 1971-1974, 1976-1978).

Chargé de cours invité en droit comparé à l'Université du Ghana et chercheur pour la Commission ghanéenne de réforme législative, Ghana (1974-1976).

Fonctionnaire (Division des affaires humanitaires et juridiques), Ministère des affaires étrangères des Pays-Bas (1979-1982).

Professeur de droit international et de droit constitutionnel, Université de Maastricht (1982-1998) (Doyen de la Faculté de droit, 1984-1986).

Professeur chargé de cours sur les droits de l'homme et Directeur de l'Institut néerlandais des droits de l'homme et de l'École néerlandaise d'études sur les droits de l'homme, Université d'Utrecht (1998-2008).

Études

Maîtrise de droit (*Master of Laws*), Université de Leyde, Pays-Bas (1969).

Maîtrise de droit (*Master of Laws*), Université de Virginie, Charlottesville, États-Unis d'Amérique (1971).

Doctorat (*Ph. D.*), Université de Leyde, Pays-Bas (1981).

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

a) Activités actuelles

Membre du Conseil consultatif sur l'investissement responsable de PGGM/PFZW (fonds de pension).

Membre du Conseil du Comité Helsinki-Pays-Bas.

Membre du comité de rédaction du *Netherlands Quarterly of Human Rights*.

Membre du Conseil consultatif du *Human Rights Quarterly* (États-Unis d'Amérique).

Membre du Conseil consultatif du *Maastricht Journal of European and Comparative Law*.

Membre du Conseil consultatif de la *Revue africaine des droits de l'homme*.

Membre du Conseil consultatif du Centre africain pour les droits de l'homme et la démocratie, Banjul, Gambie.

b) Activités passées (entre autres)

Membre suppléant de la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités de l'ONU (1986-1991)

Chef de la délégation du Royaume des Pays-Bas aux 49^e et 50^e sessions de la Commission des droits de l'homme (1993-1994) et à la Deuxième Conférence mondiale sur les droits de l'homme (1993).

Vice-Président de la 49^e session de la Commission des droits de l'homme.

Membre du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes et membre/président de son Groupe de travail sur les communications (2003-2010).

Président du Comité consultatif pour les droits de l'homme et la politique étrangère des Pays-Bas (1992-1998).

Président et/ou membre du Comité des droits de l'homme du Conseil consultatif des affaires internationales des Pays-Bas (1998-2013).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Flinterman, C., et Schoepp-Schilling, B. (éd.), *The Circle of Empowerment. Twenty-five years of the UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women*, The Feminist Press, 2007.

Flinterman, C., Addink, G.H., Buyse, A.C. (éd.), *Sourcebook Human Rights and Good Governance*, SIM Special No. 34, Utrecht, 2010.

Flinterman, C., «Human Rights Law Status Report», in Grosheide, F.W., éd., *Intellectual Property and Human Rights: A Paradox*, Edward Elgar Publishing, 2010, p. 137 à 147.

Flinterman, C., «Reservations on CEDAW in Muslim Arab Countries», in Boerefijn, I., et Holtmaat, R. (éd.), *Women's Human Rights and Culture/Religion: International Standards as Guidelines for Discussion*, SIM Special No. 32, Utrecht, 2010, p. 37 à 47.

Flinterman, C., «Towards a Smaller European Court of Human Rights: Some Thoughts», in Gerards, J. et Terlouw, A., *Amici Curiae*, Wolf Legal Publishers, 2012, p. 82 à 89.

Annexe V

Yuji Iwasawa (Japon)

Date et lieu de naissance: 4 juin 1954 à Tokyo (Japon)

Langues de travail: japonais, anglais, français, allemand, chinois

Situation/fonction actuelle

Membre du Comité des droits de l'homme depuis 2007; Président (2009-2011), Vice-Président (2011-2013), Rapporteur spécial chargé de la gestion des communications (2012-2013), Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations, (2013 à ce jour).

Professeur de droit international, Faculté de droit de l'Université de Tokyo, Japon.

Membre du Conseil exécutif et Directeur des programmes internationaux à la Société japonaise de droit international.

Membre du Conseil scientifique du Japon.

Rédacteur en chef de la collection «International Law from Japanese Perspectives» (Nijhoff).

Principales activités professionnelles

Conseil du Japon devant la Cour internationale de Justice en l'affaire relative à la chasse à la baleine dans l'Antarctique (*Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant)*), 2013.

Juge auprès du Tribunal administratif de la Banque asiatique de développement, 2004-2013; Vice-Président (2010-2013).

Membre (nommé par le Gouvernement) de l'Instance permanente sur les questions autochtones, 2002-2004.

Rapporteur du Comité du droit international des droits de l'homme, Association de droit international, 1995-2004; présentation de rapports aux conférences biennales de l'Association, en 1996 à Helsinki, en 1998 à Taipei, en 2000 à Londres, en 2002 à New Delhi et en 2004 à Berlin.

Chargé de cours à l'Académie de droit international de La Haye, 2002.

Membre du Groupe d'experts permanent au titre de l'Accord de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur les subventions et les mesures compensatoires, 2003-2008.

Expert invité, Lauterpacht Research Centre for International Law, Cambridge, 1991-1993, 1997, 2000-2001.

Présentation d'un exposé lors de la session de Tokyo de l'Institut de droit international, 2013.

Arbitre au Tribunal arbitral du sport, Lausanne, 1997-2006.

Études

1984-1986: Doctorat (*Doctor of Juridical Science*), Faculté de droit de l'Université de Virginie.

1977-1978: Maîtrise de droit (*Master of Laws*), Faculté de droit de l'Université Harvard.

1973-1977: Licence de droit (*Bachelor of Laws*), Faculté de droit de l'Université de Tokyo.

1983, 1990, 1992: session d'été, Académie de droit international de la Haye.

1983: session d'enseignement, Institut international des droits de l'homme (Strasbourg).

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Exposé à la Réunion des conseillers juridiques sur le thème «L'impact des conclusions des organes conventionnels des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme sur les tribunaux nationaux: l'expérience japonaise», New York, 2013.

Membre du Comité du droit international des droits de l'homme de l'Association de droit international depuis 1995; participation aux conférences spéciales du Comité en 1999 à Bellagio, en 2003 à Turku et en 2006 à Maastricht.

Membre du Conseil exécutif de la Société japonaise de droit international des droits de l'homme depuis 2003.

Conférence sur le thème «La diversité des obligations internationales» pour la Médiathèque de droit international des Nations Unies, 2010.

Membre du comité de rédaction du *Journal of Human Rights and the Environment*.

Conférences sur le droit international des droits de l'homme à l'Asia-America Institute of Transnational Law, Hong Kong, en 1996.

Conférences sur le droit international des droits de l'homme à l'intention des magistrats japonais, à Tokyo, de 2005 à 2011.

Exposé à une conférence internationale sur l'application du droit international des droits de l'homme par les juridictions internes, à Sienna, en 1993.

Exposé à une conférence internationale sur l'avenir du système conventionnel de protection des droits de l'homme des Nations Unies, à Cambridge, en 1997.

Participation à la réunion d'un groupe d'experts des Nations Unies sur le handicap, à Berkeley, en 1998.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

International Law, Human Rights, and Japanese Law: The Impact of International Law on Japanese Law (Oxford: Clarendon Press, 1998).

Applicabilité des traités au niveau national: que sont les traités directement applicables? (Tokyo, 1985) (en japonais).

Conférences sur le droit international (coédition, 2^e éd., Tokyo, 2010) (en japonais).

Le règlement des différends à l'OMC (Tokyo, 1995) (en japonais).

Trilateral Perspectives on International Legal Issues: Conflict and Coherence (coédition, Washington, D.C.: Am. Soc'y Int'l L., 2003).

Trilateral Perspectives on International Legal Issues: Relevance of Domestic Law and Policy (coédition, New York: Transnational Pub., 1996).

Annexe VI

Ivana Jelic (Monténégro)

Date et lieu de naissance: 17 mars 1975 à Podgorica (Monténégro)

Langues de travail: anglais, français, italien et allemand (notions de base)

Situation/fonction actuelle

Titulaire de la chaire de droit international des droits de l'homme, Faculté de droit de l'Université du Monténégro (2013-ce jour); membre du Comité consultatif sur la Convention-cadre pour la protection des minorités nationales, Conseil de l'Europe, Strasbourg (2012-ce jour); Vice-Présidente de l'Association des juristes monténégrins, chargée du droit international et du droit international des droits de l'homme (2008-2012 et réélue en 2013).

Principales activités professionnelles

Juriste pour la mission au Monténégro du Comité international de la Croix-Rouge (1999-2001); maître auxiliaire, Faculté de droit de l'Université du Monténégro (2001-2007).

Chargée de recherche au Centre des droits de l'homme de l'Université du Monténégro (2001-2007).

Coordonnatrice du Centre d'aide juridique, Faculté de droit de l'Université du Monténégro (2005-ce jour).

Professeur assistant en droit international public et droit des droits de l'homme, Faculté de droit de l'Université du Monténégro (2008-2012); professeur de droit international public et droit des droits de l'homme, Faculté de droit de l'Université du Monténégro (2013-ce jour); professeur adjoint en droit international public et droit des droits de l'homme, Faculté de sciences politiques de l'Université du Monténégro (2008-ce jour); membre du Comité directeur pour les droits de l'homme du Conseil de l'Europe (2008-2012) et professeur invité dans plusieurs universités étrangères (2008).

Études

Licence en droit (avec mention *cum laude*), Faculté de droit de l'Université du Monténégro (1998); maîtrise de droit (*Master of Laws*) en droit public international et droit des droits de l'homme (avec mention *cum laude*), Faculté de droit de l'Université de Belgrade (2004); doctorat (*Ph. D.*) en droit public international (avec mention *cum laude*), Faculté de droit de l'Université de Belgrade (2007).

Spécialisations: Université de Californie à Berkeley, Boalt Law School (2004-2005); Académie de droit international de La Haye (2006); séminaire de droit international de l'Organisation des Nations Unies, Genève (2008).

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Membre, en qualité d'expert, de divers organes du Conseil de l'Europe dans le domaine de la protection des droits de l'homme, dès 2008; conseillère juridique au Ministère des droits de l'homme et des droits des minorités (2007-2012); membre du Conseil des procureurs du Monténégro (2008-2012); membre du Tribunal d'honneur de l'Université du Monténégro

(2012-ce jour); mentor d'équipes d'étudiants participant aux concours internationaux de plaidoiries dans le domaine des droits de l'homme et du droit humanitaire (mentor de l'équipe victorieuse du concours international de droit international humanitaire de Sarajevo); juriste pour des projets d'assistance technique aux fins de l'établissement de l'état de droit et de la démocratie, financés par l'Union européenne et l'Organisation de coopération et de développement économiques (2010-2012); directrice adjointe de l'Académie Straniak pour la démocratie et les droits de l'homme (2013-2016, projet conjoint de l'Institut Ludvig Boltzmann pour les droits de l'homme de Vienne, Université du Monténégro et Université de Vienne); et depuis 2012, service de conseil juridique bénévole en matière de droits de l'homme aux personnes dans le besoin.

Publications les plus récentes dans le domaine concerné

Human Rights and Multiculturalism (Presses universitaires du Monténégro, Podgorica, 2013).

«Minority rights protection and majority/minority relations in Montenegro» dans *Challenge of Multiculturalism*, M. Podunavac, éd. (Fondation H. Boell, Belgrade, 2012).

«Rule of law and human rights protection in a multicultural State of the Western Balkans», dans *Rule of Law*, H. R. et E. U., N.-J. Heintze et al., éd. (SEELS, GIZ GmbH, 2012, Skopje).

Novelty in the Politics of Human Rights Protection: Accession of the European Union to the European Convention on Human Rights (CIVIS, Podgorica, 2012).

«Right to property v. environmental protection: a Montenegro perspective» dans *International Environmental Law: Contemporary Concerns and Challenges*, V. Sancin, éd., (Ljubljana, 2012).

Annexe VII

Duncan Muhumuza Laki (Ouganda)

Date et lieu de naissance: 9 novembre 1962, Ouganda

Langue de travail: anglais

Situation/fonction actuelle

Conseiller juridique à la Mission permanente de l'Ouganda auprès de l'ONU depuis 2005

Principales activités professionnelles

Réalisation d'audits juridiques (vérifications juricomptables) afin de garantir le respect du règlement financier par le comptable de la Mission.

Conseiller auprès du Comité des finances et du Comité des achats de la Mission.

Coordination de l'équipe chargée d'accueillir la Conférence de révision du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (2010).

Conseiller de l'équipe chargée de veiller au respect du mandat pendant que l'Ouganda était membre du Conseil de sécurité (2009-2010)

Chef de la délégation ougandaise devant plusieurs organes de protection des droits de l'homme. Défenseur des libertés individuelles et des droits de l'homme, soucieux de garantir que les questions liées aux droits de l'homme soient examinées régulièrement et en temps utile. Participant actif aux délibérations de l'Assemblée et du Conseil de l'Autorité internationale des fonds marins qui ont permis de prendre des décisions majeures, comme l'adoption du Règlement sur les sulfures polymétalliques et la demande d'avis consultatif au Tribunal international du droit de la mer sur la question de la responsabilité des États qui patronnent des activités dans la Zone en application de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer.

Vice-Président de la Commission des finances de l'Autorité internationale des fonds marins, de 2011 à ce jour.

Vice-Président de la seizième session de l'Assemblée de l'Autorité internationale des fonds marins (2010):

Défenseur et promoteur de l'idée que les fonds marins internationaux constituent un patrimoine commun de l'humanité, y compris pour les États sans littoral.

Principal associé du cabinet d'avocats Muhumuza-Laki, Twesigire & Co, Ouganda, de 1997 à 2005:

Cabinet juridique ougandais de premier plan spécialisé dans les droits de l'homme, chargé de représenter des clients dans des affaires de questions liées aux droits de l'homme devant les tribunaux et la Commission ougandaise des droits de l'homme.

Conseiller juridique auprès de Nile Bank Ltd., Ouganda (1998).

Principal conseiller juridique de cet établissement bancaire de premier plan.

Conseiller juridique, Département des politiques macroéconomiques, Ministère des finances, Ouganda, (1996-1998).

Chef du Groupe de travail chargé de créer un organisme de réglementation des marchés de capitaux (précurseur de l'Office ougandais des marchés de capitaux).

Chef du Groupe de travail chargé de créer Post Bank Ltd, Ouganda, établissement bancaire de premier plan.

Chef du Groupe de travail constitué pour restructurer NPART Ouganda, fonds d'affectation spéciale chargé de recouvrer les avoirs improductifs qui appartenaient anciennement aux institutions bancaires restructurées.

Conservateur des titres – Ministère ougandais des affaires domaniales et cadastrales, 1986-1996.

Membre de l'Équipe de district et du Comité de planification de Luweero; conseiller sur le relèvement après conflit.

Conférencier à temps partiel, Collège coopératif de Bukalasa (1987-1990).

Conférencier à temps partiel, Institut d'administration publique (1986), Ouganda.

Études

Illinois Institute of Technology, Faculté de droit Chicago-Kent – Maîtrise (*Master of Laws*) de droit financier, 1991-1992.

Law Development Centre, Kampala – Diplôme de troisième cycle en pratique juridique, 1984-1985.

Université Makerere, Kampala – Licence en droit (*Bachelor of Laws*) (1981-1984).

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Participation à des organisations professionnelles:

- Uganda Law Society (barreau ougandais);
- Avocat devant la Cour suprême de l'Ouganda et toutes juridictions inférieures;
- Admis au barreau ougandais en 1991.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

«The Challenge of Privatisation in a Developing Economy – A case for a Uganda Stock Exchange», 1992.

«The Financial Crisis of the East Asian Economies – Economic power houses turned Paper Tigers?», 1997.

«A lawful sovereign act – Did Uganda commit international torts by Idi Amin's compulsory acquisition of departed Asians' properties?» Makerere University, Kampala, 1984.

Annexe VIII

Photini Pazartzis (Grèce)

Date et lieu de naissance: 28 juin 1959 à Athènes, Grèce

Langues de travail: grec, anglais (courant), français (courant), italien (notions)

Situation/fonction actuelle

Maître de conférence en droit international à la Faculté de droit de l'Université d'Athènes.

Principales activités professionnelles

Professeur invité au Lauterpacht Research Centre for International Law, Université de Cambridge (1998), directrice d'études à l'Académie de droit international de La Haye (2003), professeur invité dans plusieurs universités, dont celles de Bordeaux, Vienne, Paris-I (Panthéon-Sorbonne), Paris-II (Panthéon-Assas) et Oxford; membre de la délégation grecque à la Sixième Commission de l'Assemblée générale (1999-2007); rapporteuse du Conseil scientifique du Ministère hellénique des affaires étrangères (2005-2006); conseillère du Ministère hellénique des affaires étrangères (depuis 2010); membre de la Cour de conciliation et d'arbitrage de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) (de 2013 à ce jour); présidente de la division hellénique de l'Association de droit international (depuis 2002).

Études

Doctorat d'État en droit, Université Paris-II (Panthéon-Assas), 1992.

D.E.A. en droit international public, Université Paris-II (Panthéon-Assas), 1983.

Licence (B.A.), Université d'Athènes (1981).

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Membre (suppléante) du Comité hellénique pour l'application et la diffusion du droit international humanitaire (depuis 2000), membre du Conseil hellénique sur la nationalité (2009-2010, 2013 à ce jour), membre du Comité de rédaction du Ministère hellénique de la justice chargé d'élaborer la législation visant à donner effet au Statut de Rome de la Cour pénale internationale (2009-2010), membre du Comité directeur de la Fondation Kalliopi Koufa pour la promotion du droit international et du droit des droits de l'homme (2012 à ce jour).

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

La répression pénale des crimes internationaux, Paris, Pedone, 2007, *La jurisprudence de la Cour internationale de Justice*, Paris, Pedone, 2008 (avec P.-M. Eisemann, Prix Charles Aubert-Droit 2008, Institut de France, Académie des sciences morales et politiques), *La fonction judiciaire en droit international* [à paraître, 2014, en grec], «Tribunaux pénaux internationalisés: une nouvelle approche de la justice pénale (inter)nationale?», *A.F.D.I.*, 2003, p. 395 à 495, «The Issue of Secession: the European Dimension», in M. Kohen (ed.), *Secession: International Law Perspectives*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 355 à 373, «Le droit coutumier revisité: quelques remarques à propos de l'étude du CICR sur le droit international humanitaire», in S. Perrakis & D. Marouda (éd.), *Armed Conflicts*

and International Humanitarian Law, Athènes/Bruxelles, Ant. N. Sakkoulas/Bruylant, 2009, p. 183 à 198, «La responsabilité internationale de l'État pour génocide: l'affaire du crime de génocide devant la CIJ», in A. Yotopoulos & P. Pazartzis (dir.), *Le génocide revisité*, Athènes-Bruxelles, Ant. N. Sakkoulas/Bruylant, 2010, p. 65 à 82, «The Ambit and Limits of the Advisory Function of the International Court of Justice», in E. Rieter and H. De Waele (éd.), *Evolving Principles of International Law. Studies in Honour of Karel C. Wellens*, Leiden/Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2012, p. 265 à 280, «Judicial Activism and Judicial Self-Restraint: The PCIJ's Lotus Case», in C. Tams & M. Fitzmaurice (éd.); *Legacies of the Permanent Court of International Justice*, Leiden/Boston, Martinus Nijhoff Publishers, 2013, p. 319 à 335.

Annexe IX

Margo Waterval (Suriname)

Date et lieu de naissance: 18 mars 1948

Langues de travail: anglais, néerlandais

Situation/fonction actuelle

Vice-Présidente du Comité des droits de l'homme.

Chargée de cours à l'Université Anton de Kom du Suriname, notamment sur le droit des droits de l'homme et le droit international humanitaire.

Principales activités professionnelles

Chargée de cours à l'Université Anton de Kom du Suriname: droit des droits de l'homme, droit international humanitaire et droit diplomatique et consulaire.

Encadrement des étudiants qui rédigent leur thèse.

Entraînement des étudiants qui se préparent au concours international de plaidoiries du système interaméricain des droits de l'homme.

Préparation des étudiants qui veulent participer à la conférence de simulation des Nations Unies TEIMUN (European International Model United Nations).

Formation en droit des droits de l'homme à l'intention de policiers.

Études

Diplôme d'avocat, Université Anton de Kom du Suriname, en 1998.

Diplôme d'avocat spécialisé en droits de l'homme, Faculté de droit de Washington, American University, Washington D.C., en 2001.

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Membre du Comité des droits de l'homme en 2011 et 2012.

Vice-Présidente du Comité des droits de l'homme en 2013 et 2014 et membre du Bureau du Comité des droits de l'homme.

Présentation d'exposés sur les droits de l'homme à des organisations de la société civile locales et internationales.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

«Human Rights and Sustainable Development» – exposé présenté à des collègues à l'Université Anton de Kom du Suriname, décembre 2013.

«Minority Rights» – exposé présenté à la Fondation Ford, New York, mars 2012.

«Human Rights in the Caribbean» – exposé lors d'un séminaire à la Barbade, août 2011.

Annexe X

Seetulsingh Dheerujlall Baramlall (Maurice)

Date et lieu de naissance: 21 novembre 1948, Maurice

Langues de travail: anglais, français, créole

Situation/fonction actuelle

Président de la Commission nationale des droits de l'homme de Maurice, depuis avril 2001.

Vice-Président du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, Genève (jusqu'à la mi-2014).

Président du Groupe de travail des communications du Conseil des droits de l'homme, Genève (jusqu'à la mi-2014).

Président du Financial Reporting Council, Maurice.

Membre du Comité exécutif de l'Association francophone des commissions nationales des droits de l'homme.

Principales activités professionnelles

1. Juge, Cour suprême, Maurice (1998-2001).
2. *Solicitor-General*, Ministère de la justice, Maurice (1994-1998).
3. Chef du département de droit, Université de Maurice (1992-1994).
4. Président par intérim, Commission de la bourse (1987-1992).
5. Président, Tribunal des recours en matière fiscale (1984-1994).
6. Membre du Conseil de l'Université de Maurice (1985-1995).
7. Membre du Council of Legal Education (1994-1998).
8. Membre de la Commission de réforme législative (1995-1998).
9. Président par intérim du Conseil de contrôle et d'arbitrage des minotiers et planteurs de canne à sucre (1992-1998).
10. Procureur auprès du Procureur général, Bureau de l'*Attorney General*, Bureau du Directeur des poursuites publiques (1974-1984).

Études

1. Maîtrise (*Master of Arts*) avec mention en philosophie, politique et économie, Université d'Oxford, Angleterre (1971).
2. Diplôme d'avocat, Middle Temple, Londres (1973).
3. Diplôme de droit civil français, King's College, Université de Londres (1973).
4. Formation de conseiller juridique auprès des gouvernements à l'Institute of Advanced Legal Studies, Londres (1981).
5. Boursier du Programme de bourses des Nations Unies en faveur des droits de l'homme – School of Oriental and African Studies, Université de Londres (1984).

Autres activités principales en rapport avec le mandat de l'organe conventionnel concerné

Au Bureau de l'*Attorney General*, le candidat était chargé d'établir les rapports de Maurice aux organes conventionnels et à la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, et de les présenter, notamment au Comité des droits de l'homme, au Comité pour l'élimination de la discrimination raciale et au Comité des droits de l'enfant. Coopération avec l'Unité des droits de l'homme du Commonwealth.

Actuellement, en sa qualité de Président de la Commission nationale des droits de l'homme, le candidat étudie de manière approfondie des questions telles que les pouvoirs de la police, les droits des suspects et des victimes, les conditions de détention dans les prisons, la non-discrimination et les droits des minorités.

La Commission nationale des droits de l'homme ayant une compétence quasi juridictionnelle, le candidat examine les plaintes pour violations des droits civils et politiques. Il a participé à la mise en place d'institutions des droits de l'homme conformes aux Principes de Paris. Il a été observateur lors d'élections à l'étranger.

En tant que membre du Groupe de travail des communications du Conseil des droits de l'homme, il examine des plaintes pour violations présumées des droits de l'homme par des États membres.

Liste des publications les plus récentes dans le domaine concerné

Élaboration des rapports de la Commission nationale des droits de l'homme, et formulation de propositions de recommandations aux autorités, ainsi que d'avis consultatifs sur des propositions de lois.

Le candidat participe aux travaux des comités de rédaction du Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, sur divers sujets tels que la déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme, la solidarité internationale, les valeurs traditionnelles de l'humanité, le droit à la paix, le droit à l'alimentation et la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme. De plus, il effectue des recherches sur des questions relatives aux droits de l'homme.
